

Ghislaine Chartron

Géopolitique de l'open access

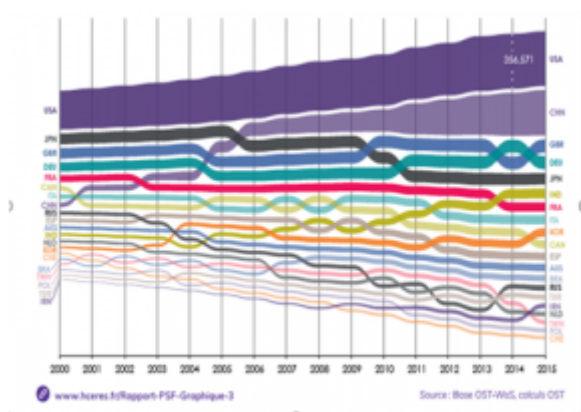


Figure 1 : Nombre de publications des 20 premiers pays, 2000-2015

- > #Numéro 2
- > Varia
- > Communications orales rédigées
- > Design - > Economie de la connaissance - > Humanités numériques plurielles - > Libre accès aux savoirs - > Open, ouvert, libre, gratuit - > Sociologie des sciences - > Sociologie du travail et des professions

Citer cet article

Chartron, Ghislaine. "Géopolitique de l'open access.", 30 janvier 2019, *Cahiers Costech*, numéro 2.
URL <https://www.costech.utc.fr/CahiersCostech/spip.php?article78>

Colloque ICOAE18, ESI-Rabat, 28-30 novembre 2018 Preprint

Résumé

Cette communication commence par rappeler des repères de contextualisation du développement de l'open access. Elle insiste sur le brouillage qui s'est progressivement installé concernant les finalités du mouvement. La dimension internationale est ensuite considérée comme une entrée majeure, à la fois pour la consolidation de l'open access, pour analyser les déséquilibres potentiels et pour comprendre les stratégies de pouvoir sous-jacentes. Le texte appuie un renouveau du pilotage par les communautés scientifiques afin de redonner du sens au mouvement. Les principaux enjeux pour la recherche régionale des pays du Sud sont également débattus.

Mots-clés (auteur) : open access, géopolitique, international, stratégie, pays du sud, généalogie, politique, modèle économique, culture épistémique

Abstract

This communication begins by giving context markers for the development of open access. We insist on the scrambling that has gradually taken place regarding the aims of the movement. The international dimension is then considered as a major entry, both for the consolidation of open access, to analyze potential imbalances and to understand the underlying power strategies. The text supports the control by the scientific communities in order to restore meaning to the movement. The main issues for regional research in Southern countries are also debated.

Keywords (author) : open access, geopolitics, international, strategy, southern countries, genealogy, political, economic model, epistemic culture

Auteur(s)



Ghislaine Chartron est professeure en Sciences de l'information et de la communication titulaire de la Chaire d'« Ingénierie documentaire » au Conservatoire national des arts et métiers. Elle dirige l'Institut national des techniques de la documentation.

Plan

- 1 - L'Open access dans un cadre élargi
- 2 - Open access : 30 ans et un brouillage progressif
- 3 - Questions géopolitiques au centre des débats
 - 3.1 - L'alignement des politiques et des modèles économique (vs) l'alignement au sein des communautés scientifiques
 - 3.1.1 - Alignement des politiques et des modèles économiques
 - 3.1.2 - Alignement dans les communautés
 - 3.2 - Relations internationales : le poids respectif des pays producteurs d'articles scientifiques
 - 3.3 - La différence des délais d'embargos dans les politiques publiques
 - 3.4 - Des stratégies d'influence et identitaires adossées à l'open access
 - 3.5 - Corollaire : complexité et déséquilibre pour l'activité éditoriale
- 4 - Développement durable pour les pays du Sud
- 5 - Conclusion : L'open access doit rester open

1 - L'Open access dans un cadre élargi

L'open access s'est développé avec l'impulsion de certaines communautés, de certains chercheurs pionniers, mais aussi du rejet des tarifications de certaines revues par les bibliothèques. Le mouvement est aussi à recadrer dans un contexte plus large, plus transversal, à savoir le Web, la société en réseaux, la société de l'information, la critique du capitalisme informationnel et ses corollaires dont la défense des biens communs numériques et informationnels.

Le mouvement est à comprendre dans le nouvel écosystème installé par Internet et le Web : travail coopératif, outils partagés potentiellement universels, communication mondiale facilitée, circulation directe de données et de connaissances. Cette dimension technologique s'est

renforcée d'idéologies, de philosophiques politiques qui ont projeté des modèles de société radicalement différents. A la société industrielle, hiérarchisée, brutale devait succéder une société plus horizontale, plus transparente et collective installée par les TIC et couplée à la dimension du réseau (Curien et Muet, 2014). La société de l'information est alors caractérisée comme une société dominée par l'immatériel et le savoir, source d'innovation, de transformations des rapports sociétaux et de croissance globale. « *Le réseau constitue la nouvelle morphologie sociale de nos sociétés* », Manuel Castells s'est attaché à reconstituer dans ses différents ouvrages, les nouvelles formes d'organisation des activités économiques, du travail, évoquant plus largement une révolution majeure de notre rapport à l'espace et au temps (Castells, 1998).

La transformation du capitalisme des sociétés industrielles en capitalisme informationnel insiste sur l'importance que revêtent aujourd'hui les mécanismes de droits de propriété attachés à l'information, aux logiciels, aux infrastructures de distribution numériques. Les logiciels libres, et plus largement l'open source prend alors ses racines en opposition à cette nouvelle forme de capitalisme, privilégiant le développement de biens communs numériques et informationnels, dans la vision d'une société plus solidaire et créatrice. « *Avec l'apparition du numérique, les 'créations' se détachent lentement de leurs supports matériels. Images, musique, mots et algorithmes sillonnent la planète jour et nuit, devant les yeux écarquillés des marchands. L'exode du savoir conduit à une terre promise à bien des bouleversements. Tandis que des armées de juristes s'interrogent sur la manière de pouvoir 'vendre des idées', une rumeur s'élève laissant entendre qu'elles doivent être libres comme l'eau, libres comme l'air, libre comme la connaissance.* » (Blondeau et Latrive, 2000).

L'open access scientifique co-émerge avec ces débats élargis qui ont lieu dès le début des années 90, annonçant de profondes transformations sociétales, transversales, impulsées par le numérique en réseau. Les discours, les militantismes se sont alors croisés et renforcés mutuellement entre différents champs d'activités.

A ce mouvement général, il faut souligner que l'open access, et l'open science, se sont également nourris d'autres registres plus spécifiques : le registre des valeurs éthiques de la science telles que définies par Merton (transparence de la science, partage des connaissances), celui de la science des données assimilé à un nouveau paradigme de découverte

(big data, fouille des données) et celui de l'innovation considéré comme porteur d'une croissance et d'un renouveau économique (Chartron, 2018).

2 - Open access : 30 ans et un brouillage progressif

Nous résumons ici quelques étapes marquantes argumentant la vision d'un brouillage qui, selon nous, s'est progressivement installé dans ce mouvement ; nous nous appuyons sur une précédente synthèse (Chartron, 2016).

L'archive ouverte ArXiv en 1991 mais aussi de précédents projets comme le projet Gutenberg lancé par Michael Hart en 1971, la revue électronique *Psycoloquy* de Stevan Harnad en 1989, ou encore la revue *PACS-Review* (*Public-access Computer Systems Review*) lancé par Charles W. Bailey marquent les débuts de l'open access avec l'idée d'un accès ouvert aux savoirs, s'émancipant en grande partie des acteurs traditionnels de l'édition. On pourra se référer à la chronologie de Peter Suber¹ pour le contexte nord-américain et à celle de Hans Dillaerts et d'Hélène Bosc² pour le contexte français. Cette première période du début des années 90 est marquée par l'activisme de chercheurs pionniers, militants, visionnaires, de sensibilité libertaire (Harnad, Odlysko, Guédon...).

Parallèlement, la crise des coûts inflationnistes de certaines revues en sciences, techniques et médecine s'accélère, la révolte est en gestation et fortement pilotée par les bibliothèques américaines dont les dépenses documentaires sont les plus importantes au niveau mondial. La coalition SPARC (*Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition*) est créée en 1998. Les bibliothèques entrent en scène en consolidant leurs actions au travers de nouvelles associations.

A partir des années 2000, le mouvement s'organise de façon politique à l'international. C'est l'étape des textes fondateurs, militants, partagés³ : PLOS en biomédecine (2001), Budapest (2002) définit les deux voies du libre accès, Berlin-Max-Planck (2003). L'affrontement du mouvement est alors de plus en plus vif avec les éditeurs commerciaux, qui parallèlement mûrissent une offre numérique plébiscitée par une majorité de chercheurs peu réceptifs à la question des coûts du système éditorial.

En 2015, après une période d'expérimentations foisonnantes mais souvent peu durables, une nouvelle étape s'annonce marquée par une reprise du pilotage par les gouvernements et leurs institutions,

notamment la Commission européenne. L'OA est clairement identifié comme une brique du système d'innovation, les résultats de la recherche financée doivent circuler pour l'économie, et pour la société de l'information. La vision libertaire laisse place à une vision libérale, et les brouillages commencent à s'accroître. La 12^e conférence de Berlin⁴, conférence emblématique qui avait consolidé le mouvement international par sa déclaration de 2003, se tient en décembre 2015 dans une configuration inédite, à savoir sur invitation (alors qu'elle rassemblait jusque-là les militants les plus engagés), elle réunit 90 représentants d'organisations scientifiques en provenance de 19 pays différents. L'objectif est d'accélérer le mouvement en prônant un système de communication scientifique nativement ouvert, le programme OA2020 est scellé par la signature d'une manifestation d'intérêt commune en faveur d'une implémentation à grande échelle des revues en accès libre immédiat. Pour parvenir à cet objectif, l'équation consiste à convertir les budgets actuellement dépensés pour les abonnements en fonds pour la publication en libre accès, engageant l'ensemble des institutions scientifiques et des financeurs de la recherche au niveau international, une sorte de modèle *gold international*. La vision développée s'est appuyée par une analyse chiffrée en avril 2015 par la Max Planck Digital Library (MPDL) (Schlimmer et al, 2015). La multiplication des négociations de type *offsettings* des dernières années (reconduction de budgets incluant à la fois l'abonnement aux revues et le coût des APC (*Article Processing Charge*) pour les chercheurs locaux) converge avec cette orientation mais l'adhésion des pays n'est pas totale et le raisonnement vaut essentiellement pour les sciences de la nature et biomédicales.

Le pilotage au plus haut niveau politique s'est accéléré dans l'espace européen avec l'initiative de septembre 2018 concernant le « Plan S »⁵ portée par l'association Science Europe réunissant un ensemble de financeurs européens, plan appuyé par la Commission européenne. L'initiative soutient la construction d'un système nativement ouvert comme OA2020, mais excluant toute formule d'abonnement, excluant alors les revues hybrides des modèles possibles.

Ces reformulations progressives de l'open access ont conduit à brouiller les cartes car si l'objectif n'a pas changé : « accéder rapidement aux résultats de la recherche », les modalités pour y parvenir n'ont pas cessé d'évoluer, fluctuant notamment entre une volonté de renversement d'acteurs en place à des négociations renouvelées pour bâtir un système

éditorial nativement ouvert avec des coûts contrôlés. Les paradoxes sont nombreux et les stratégies menées sont parfois devenues illisibles pour beaucoup, et notamment pour les chercheurs car leur communauté semble avoir perdu le pilotage du système au profit d'une vision politique et technocratique surplombante, animée par une reconquête de la maîtrise de la communication scientifique. Cette vision est ciblée pour la « recherche financée sur projets » investissant des budgets considérables en sciences de la nature, médicales et technologiques, alors que ce type de recherche est moins installée pour les sciences humaines et sociales. Ceci a entraîné cependant une généralisation rapide des postures, une injonction à l'accès immédiat sur toutes les publications semble l'horizon à atteindre, perturbant considérablement l'équilibre des revues de nombreux champs de recherche (Chartron, 2018).

3 - Questions géopolitiques au centre des débats

La géopolitique est une discipline qui s'interroge sur les rapports entre espace et politique, à l'intersection de la géographie, des sciences politiques et des sciences militaires, qui traite des relations entre pouvoir et territoire. Rosière (2003) la définit comme une discipline spécialisée dans « *l'étude de l'espace considéré comme un enjeu* ». La géopolitique renvoie donc aux questions de stratégies de pouvoir des Etats et des acteurs socio-économiques et aux questions des relations internationales.

Nous avons déjà sollicité cette entrée pour rendre compte de l'économie des données, des déséquilibres, et des asymétries à l'œuvre dans la collecte et la valorisation des données personnelles au niveau des grandes plateformes internationales (Chartron, Broudoux, 2015). De la même façon, il semble pertinent de considérer qu'il y a désormais une problématique prioritaire de géopolitique de l'open access, considérant les politiques des différents pays et les déséquilibres potentiels si l'objectif est bien d'avancer sur un open access large, durable, partagé au sein des communautés scientifiques.

3.1 - L'alignement des politiques et des modèles économique (vs) l'alignement au sein des communautés scientifiques

Les déséquilibres potentiels pourraient se traduire par exemple par le fait que l'accès ouvert ne concernerait que les chercheurs de certains pays pour une discipline, que l'accès ouvert ne pourrait être mis en œuvre que

par des acteurs publics, ou uniquement dans certains périmètres linguistiques. Le système pourrait alors devenir très déséquilibré, discriminant et appauvri. Ces déséquilibres nécessitent alors des initiatives pour développer des harmonisations, mais plusieurs logiques sont alors possibles...

3.1.1 - Alignement des politiques et des modèles économiques

Nous voudrions souligner ici l'arbitraire d'un modèle global qui tend à vouloir s'imposer alors que des équilibres différents (types de recherche, type d'éditeurs) caractérisent les champs scientifiques. L'accélération observée ces dernières années pour parvenir à un open access total en 2020 a conduit à des prises de position assez brutales et trop souvent généralisées sans précaution. Cette vision est celle des acteurs politiques et des financeurs de la recherche relayée également par des postures militantes. Elle a commencé avec des arbitrages peu discutés sur la durée des embargos pour la voie verte (6 mois ou 12 mois exclusivement, pourquoi ?) et elle s'affirme aujourd'hui par le manifeste OA2020 et par le Plan S. Le manifeste OA2020 mise prioritairement sur le modèle APC sans évaluer les risques d'inadéquation à certains champs scientifiques, à certains chercheurs et le risque de verrouillage potentiel qu'il peut installer autour de quelques revues. Le Plan S des financeurs européens, de la même façon, fait l'hypothèse de fonds APC disponibles pour tous, rejetant le modèle des revues hybrides. La recherche sur financement par projet deviendrait alors la seule recherche à être reconnue et à pouvoir être diffusée et partagée sans barrière ?

3.1.2 - Alignement dans les communautés

Une autre logique est possible même si elle demande de nombreuses négociations, il s'agit de privilégier le raisonnement par communauté scientifique (le périmètre pouvant s'adapter à ce qui fait sens en terme d'échanges significatifs et nécessaires entre chercheurs). De nombreux chercheurs travaillent à l'échelle internationale, un accès ouvert ne peut donc s'arrêter aux frontières des Etats ou des grands blocs politiques au risque de fractionner l'espace scientifique, de désunir les communautés dans leur espace de communication. A l'échelle de gros projets tels que les neurosciences, le réchauffement climatique, ces barrières sont déjà levées au sein de périmètres négociés (voir les grandes plateformes de travail de type <https://www.humanbrainproject.eu/> ou <http://www.copernicus.eu/>). De façon plus complexe, le dispositif

SCOAP3 en physique opère sur une mutualisation mondiale de la communauté scientifique grâce à la médiation du CERN : « *Contrairement aux autres modèles Open Access où les bibliothèques, les auteurs ou les agences paient des frais pour chaque article, les éditeurs participants au SCOAP3 ont un seul contrat avec le CERN qui centralise les frais de traitement des articles pour les services de publication fournis. Les éditeurs à leur tour éliminent ou réduisent les coûts d'abonnement à tous les clients. Les partenaires SCOAP3 redirigent les fonds précédemment utilisés pour payer les abonnements dans un pool commun qui est ensuite utilisé pour les paiements des APC de façon centrale. Cela garantit des opérations efficaces et permet de fixer de manière compétitive un tarif d'APC tout en utilisant principalement des fonds déjà disponibles dans le système de publication* »⁶. Mais il est vrai que très peu de communautés sont structurées par un nombre aussi réduit de revues centrales (11 revues sont ici concernées) et sur un acteur médiateur comme le CERN.

Les chercheurs qui travaillent sur les mêmes objets, ne souhaitent pas être mis en tension entre des politiques différentes selon leur pays d'appartenance, particulièrement à l'heure des coopérations de recherche de plus en plus nombreuses, des co-signatures d'articles de plus en plus étendues. De la même façon, les acteurs éditoriaux opérant dans des espaces scientifiques spécifiques, ont besoin de repères stabilisés pour continuer à développer leurs services et continuer à innover. L'instabilité actuelle n'est particulièrement pas propice aux petits acteurs, ni à l'initiative privée.

Les modèles vers l'open access durable et soucieux de maintenir en priorité des critères de qualité et de diversité nécessitent des débats concertés avec les acteurs qui portent les revues, les chercheurs qui y publient et qui les lisent. Les équations pourront certainement ainsi être trouvées pour tendre vers un open access optimum mais résultat d'une auto-détermination des communautés. L'approche par la communauté se légitime par le fait que la publication doit rester au service de la recherche, et s'adapter aux besoins des champs scientifiques.

3.2 - Relations internationales : le poids respectif des pays producteurs d'articles scientifiques

Par ailleurs, quel que soit l'alignement international visé, le poids relatif de chaque pays a un rôle décisionnel pour transformer le système de façon durable. Si, par exemple, les Etats-Unis ou la Chine ne suivent pas

les mêmes politiques que l'Europe, de nombreuses communautés se trouveront en tension dans leur mode de communication. A un niveau général, le rapport de l'OST-HCERE (2018) donne une vision globale des rapports mondiaux dès lors qu'il s'agit de considérer les acteurs majeurs, les grands producteurs d'articles dans le système de communication scientifique. La figure 1 compare la croissance globale du nombre de publications entre 2000 et 2015 dans les 20 premiers pays producteurs d'articles scientifiques. Dans cet intervalle de temps, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont préservé leur position dans les premiers rangs mondiaux. Certains pays émergents ont connu une forte croissance et ont progressé vers les premiers rangs mondiaux : la Chine est passée du 8^e rang mondial au 2^e, l'Inde du 12^e au 6^e, la Corée du Sud 13^e rang au 9^e et l'Iran 20^e au 16^e. Inversement, la France est passée du 5^e au 7^e rang, le Canada du 6^e au 10^e, l'Espagne du 10^e rang au 11^e, et surtout le Japon du 2^e rang au 5^e rang.

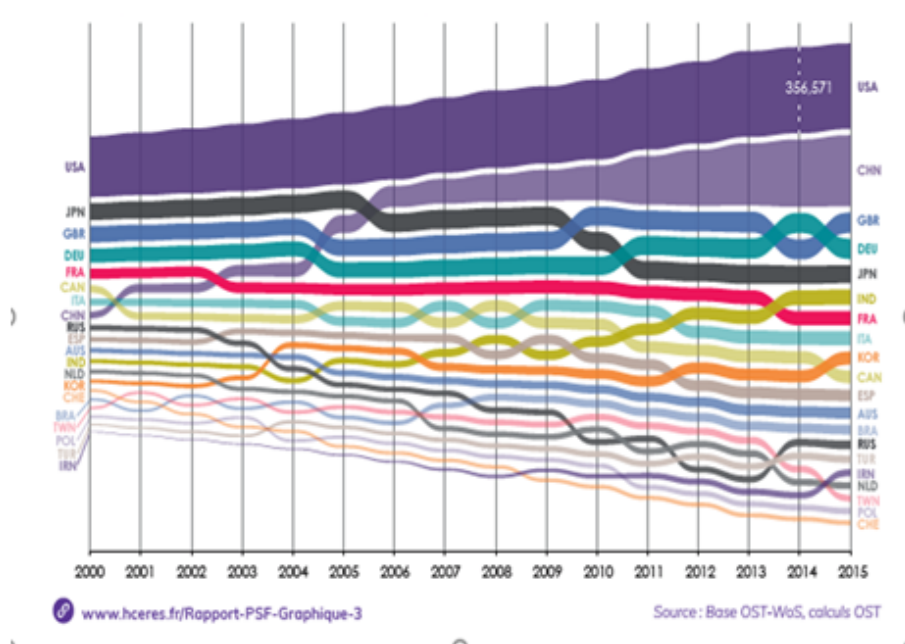


Figure 1 : Nombre de publications des 20 premiers pays, 2000-2015

La transformation des revues et de leur modèle économique nécessite donc un dialogue prioritaire avec les américains, les chinois, les britanniques et les allemands, leaders dans la production d'articles scientifiques. Les autres pays peuvent difficilement revendiquer une politique nationale ce qui ne serait pas concertée avec ces puissances, s'ils veulent, en tout cas, continuer à œuvrer dans la recherche internationale.

A un niveau d'analyse plus fine, il conviendrait de regarder ces répartitions pour chaque communauté ou pour chaque périmètre qui constituerait un espace affirmé d'échanges scientifiques (par exemple les SHS francophones). Chaque périmètre ainsi constitué afficherait des poids relatifs de chaque pays qu'il faudrait prendre en considération pour construire l'open access de la science.

3.3 - La différence des délais d'embargos dans les politiques publiques

Concernant les questions géopolitiques, la question des différents délais d'embargos autorisés selon les pays est apparue comme un déséquilibre parfois problématique lors des coopérations d'auteurs, ou pour des éditeurs de revues travaillant majoritairement à l'international. La politique européenne s'est affirmée jusqu'à présent comme la plus exigeante en terme d'ouverture des publications par rapport à celle menée par les Etats-Unis et la Chine.

- La politique européenne : Par la recommandation de 2012, cette politique soutient la voie verte et la voie dorée, fixe des embargos à 6 mois en STM et 12 mois en SHS au maximum. La nouvelle initiative du Plan S (4 septembre 2018), appuyée par la Commission promeut désormais un OA immédiat, sans embargo, rendant caduque le modèle hybride. Par ailleurs, les Etats membres ont aussi décliné différemment les recommandations de la Commission pour cet alignement 6/12 mois jusqu'à présent, on pourra consulter des analyses plus fines à ce sujet (Gayoso, 2018).
- La politique américaine : le Memorandum de l'*Office of Science and technology (OSTP)* du 22 février 2013 cadre la politique américaine jusqu'à présent, demandant à chaque agence fédérale (de + 100 millions de dollars de budget) de finaliser son plan open access. L'embargo ne doit pas dépasser 12 mois. Des mesures budgétaires supplémentaires ont été fournies par les agences en ce qui concerne le paiement des APC. Le système est moins centralisé qu'en Europe, chaque agence de la recherche a établi son plan et le service Chorus⁷ est un outil au service du suivi global. Pour les sciences humaines et sociales, seule l'agence *Department of Education Institute for Educational Studies (DOE/IES)* est concernée par une politique d'open access.
- La politique chinoise : en 2014, la Fondation nationale des sciences naturelles de Chine (NSBC) et l'Académie chinoise des sciences (CAS) ont mis en place un mandat obligatoire de dépôt avec un embargo de 12 mois au maximum pour tous les chercheurs. L'alignement se fait sur le modèle américain. La politique européenne d'open access immédiat (OA2020) commence à être suivie avec des négociations de type *offsettings* évoquées précédemment.

3.4 - Des stratégies d'influence et identitaires adossées à l'open access

Croiser le mouvement open access et la dimension internationale conduit aussi à s'interroger sur le « dessous des cartes », sur les calculs opérés sous couvert d'ouverture au monde. On pourrait faire l'hypothèse, d'une part, d'une stratégie d'influence propre aux pays développés et, d'autre part, d'une stratégie identitaire des pays en développement :

– *Stratégie d'influence ou d'un « néo-colonialisme » d'un nouveau type* : dès lors que la recherche des chercheurs d'une zone politique circulerait librement dans l'ensemble des Etats, on pourrait y déceler la stratégie d'une nouvelle forme de domination. Le rôle pionnier des grandes universités américaines dans divers mouvements *Open*, notamment le développement des MOOC, serait aussi à analyser de façon critique dans cette mise en perspective. Il en va de même des programmes d'accès subventionnés aux grandes plateformes internationales de revues scientifiques pour les pays africains, captant les attentions sur des référentiels de sujets des pays développés.

– *Stratégie d'une reconnaissance identitaire à l'échelle internationale* : inversement, l'open access peut être considéré comme une opportunité inédite de mise en visibilité d'une recherche locale, régionale jusque-là peu considérée, écrasée par les grands canaux de distribution en place et privilégiant des problématiques des pays développés. On peut citer ainsi la mobilisation des pays hispanophones avec l'affirmation de la plateforme Scielo et nous évoquerons plus loin la plateforme africaine AJOL.

3.5 - Corollaire : complexité et déséquilibre pour l'activité éditoriale

Dans ce dernier point, c'est sur la complexité de la transformation du modèle économique des éditeurs que nous voudrions insister. Il ne s'agit pas ici de revenir sur la question du juste prix des publications scientifiques, largement débattue par ailleurs.

A l'échelle internationale, la mutation des modèles économiques par des financements amont (APC) installe une équation compliquée pour maintenir les recettes, car cette transformation se fait inégalement selon les pays, selon des calendriers variables, conduisant à maintenir simultanément la modalité de l'abonnement pour les pays défavorables aux APC. La crainte du double paiement des revues est à l'origine du développement des politiques d'*offsettings* mais le paysage est encore très fragmenté car l'engagement n'est pas total, ne serait-ce qu'au niveau

des différents pays européens ne partageant pas la même vision⁸. Par ailleurs, l'asymétrie des politiques publiques en terme d'open access peut conduire à des paradoxes au niveau national que nous avons déjà soulignés : acheter des ressources étrangères et simultanément offrir au monde sa production nationale en supportant seul les coûts de la transition de la production locale ; affaiblir certains secteurs éditoriaux nationaux du fait des pressions exercées alors que ces pressions n'existent pas dans d'autres pays ; libérer les articles des auteurs uniquement rattachés à des pays engagés dans des politiques d'off-settings (Chartron, 2018).

4 - Développement durable pour les pays du Sud

Comme souligné précédemment en évoquant les « stratégies identitaires », l'open access est une fabuleuse opportunité pour les pays du Sud et les pays en développement pour afficher, faire reconnaître la spécificité de leurs recherches. Les travaux menés dans la thèse d'Hanae Lrhoul sur le terrain de la recherche médicale au Maroc ont par exemple mis en évidence les enjeux locaux sur des questions de santé publique prioritaires telles que la tuberculose, les hépatites, les leishmanioses, les méningites, les toxi-infections alimentaires collectives et la mortalité infantile (Lrhoul, 2017), mais ces sujets intéressent peu l'actualité des grandes revues internationales.

De nombreux projets numériques liés à la valorisation de la recherche locale, notamment ceux subventionnés par la Commission européenne, sont restés sans suite, une fois passée la phase d'impulsion financière (Kane, 2018). D'autres semblent vouloir s'intégrer de façon plus pérenne dès lors qu'ils sont pris en charge par des acteurs locaux. C'est notamment le cas de la plateforme AJOL (African Journal Online) qui, aujourd'hui, donne accès à 500 revues scientifiques de 31 pays africains, le projet initié par l'INASP en 98, est porté désormais par une association à but non lucratif basée en Afrique du Sud. Le constat est évident : les chercheurs africains ont besoin de partager les recherches menées sur leur propres continents, ces publications peinent à être intégrées dans les publications des pays développés, elles sont sous-utilisées, sous-valorisées, peu visibles et donc peu citées sur le terrain même de l'Afrique. AJOL travaille à développer cette identité avec des filtres scientifiques requis dans les communautés scientifiques.

Car, effectivement, l'exigence de qualité et de rigueur reste prioritaire

dans le cadre de la communication scientifique. La parole rapportée de chercheurs évoque souvent ce manque de confiance dans les revues nationales (Lrhoul, p.213) *« En ce qui concerne les critères de choix des revues de publication, les entrevues avec les chercheurs de la FMPC ont permis d'identifier deux clusters : le premier concerne les jeunes chercheurs qui confirment avoir publié dans des revues nationales au début de leur carrière. Cela constitue pour eux un apprentissage à la rédaction scientifique et une préparation à la publication dans des revues indexées. Le deuxième cluster, regroupe les PES (professeur d'enseignement supérieur) qui ne publient que dans les revues indexées et refusent catégoriquement de collaborer dans les revues nationales. Cette dernière catégorie juge que les comités de rédaction acceptent les publications sans validation... »*. De nouvelles revues en open access sont initiées fréquemment dans des pays en développement saisissant l'opportunité de publier des articles locaux, mais la qualité de ces revues reste problématique dans bien des cas, *« Les revues indiennes en libre accès ont soumis depuis 2014, 2578 requêtes d'inclusion dans le DOAJ ; le Brésil en a soumis 2.048, tandis que l'Indonésie se classe première, avec 3.662 demandes. Tom Olijhoek, rédacteur en chef du DOAJ, a déclaré à SciDev.Net que près de la moitié des candidatures sont rejetées, généralement en raison de leur faible qualité »*⁹.

Il s'agit donc de consolider ces revues, avec l'exigence d'un contrôle de qualité comparable aux revues établies. Pour le service AJOL, un effort soutenu a été conduit pour certifier un niveau de qualité des revues hébergées, ainsi le cadre de référence « Pratiques et les Normes pour la Publication dans les Revues » (JPPS) fournit des critères d'évaluation détaillés pour la qualité des pratiques d'édition des revues du Sud et est utilisé pour évaluer les revues hébergées sur la plates-forme (INASP & AJOL., 2017). De la même façon, l'intégration de Scielo Citation Index dans le Web of Science en 2014 a permis d'augmenter la crédibilité et la visibilité des revues et des recherches de l'Amérique latine et des Caraïbes (Vélez-Cuertas et al., 2016).

Toutefois, le problème de la valorisation des sujets de recherche locaux dépasse le seul constat d'un manque de revues nationales ou régionales. Les enquêtes de terrain mettent aussi en évidence un décalage plus profond : *« le choix des thématiques des chercheurs n'est lié ni aux priorités nationales de la recherche, ni aux problématiques réelles de la santé au Maroc, ni aux recommandations d'organismes internationaux comme l'OMS. Il est plutôt lié aux projets de collaborations qui les incitent*

à travailler sur des thématiques à intérêt international, pour publier dans des revues indexées dans Scopus et le WoS. » (Lrhoul, 2017, p.207). Le constat soulève donc deux autres problèmes de fond : le manque de financement de la recherche locale pour être attractive et celui des mesures d'évaluation qui reproduisent aveuglément les standards des pays développés.

5 - Conclusion : L'open access doit rester open

Le constat qui est actuellement fait d'une lente progression vers l'open access, 30 ans après le début du mouvement devrait s'interroger sur les raisons des résistances développées. Le virage politique au plus haut niveau qu'a pris le mouvement depuis ces dernières années semble avoir sous-estimé des valeurs prioritaires pour les chercheurs : la qualité, la rigueur, les marques de confiance construites au fil des décennies avec des équipes de revues. La dimension « open access », bien que majeure et souhaitée par les chercheurs, ne peut balayer les autres valeurs du système de communication scientifique.

Dans cette communication, nous avons insisté sur les risques de déséquilibre que pourrait provoquer un open access brutal, non réfléchi pouvant mettre en tension les chercheurs. Si des alignements sont nécessaires pour faire aboutir un accès ouvert le plus large possible, il ne s'agit très certainement pas de penser que les mêmes modèles seront applicables à tous les champs scientifiques. L'open access doit donc rester open en accord avec les « Cultures épistémiques » (Knorr-Cetina 1999). Mais les équations sont complexes, les négociations internationales d'actualité, et les stratégies d'influence bien présentes.

Les mouvements ne sont donc pas finis, quelle en sera l'issue ? Une attention particulière est aujourd'hui donnée à des secteurs majeurs (médecine, ingénierie, environnement...) sous l'impulsion des financeurs de la recherche, bien décidés à basculer vers des modèles de diffusion qu'ils souhaitent pleinement contrôler. Des ralliements internationaux au Plan S sont déjà en marche dans le secteur biomédical, par le Wellcome Trust britannique et la fondation américaine Bill & Melinda Gates... à suivre.

Bibliographie

- BLONDEAU, Olivier ; LATRIVE Florent (2000). *Libres enfants du savoir numérique. Une anthologie du "Libre"*. Editions de l'Éclat, « Hors collection », 2000, 504 p. ISBN : 9 78 2 8 4 1 6 2 0 4 3 2 . URL : <https://www.cairn.info/libres-enfants-du-savoir-numerique--9782841620432.htm>
- CHARTRON, Ghislaine (2018). L'Open science au prisme de la Commission européenne ». In *Education et sociétés*, 2018/1 (n° 41), p. 177-193. DOI : 10.3917/es.041.0177. URL : <https://www.cairn.info/revue-education-et-societes-2018-1-page-177.htm>
- CHARTRON, Ghislaine (2016). Stratégie, politique et reformulation de l'open access. In *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 8 | 2016. DOI : 10.4000/rfsic.1836. URL : <http://journals.openedition.org/rfsic/1836>
- CURIEN, Nicolas ; MUET, Pierre-Alain (2014). *La société de l'information*. Rapport pour le Conseil d'analyse économique. 310p. La Documentation française. 2014. <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/044000180/index.shtml>
- CASTELLS, Manuel (1998). *L'Ère de l'information. Vol. 1, La Société en réseaux*. Paris, Fayard, 1998.
- GAYOSO, Emile (2018). *Analyse comparée des politiques d'open access dans l'Union européenne*, pour le comité de suivi de l'édition scientifique, MESRI, <http://www.dicen-idf.org/wp-content/uploads/2018/09/Diaporama-Etat-des-lieux-d%E2%80%99open-access-en-UE-Gayoso-E..pdf>
- SCHIMMER R., GESCHUHN K. K., VOGLER A. (2015). *Disrupting the subscription journals' business model for the necessary large-scale transformation to open access*, doi :10.17617/1.3.
- CHARTRON, Ghislaine ; BROUDOUX, Évelyne (2015). Enjeux géopolitiques des données, asymétries déterminantes. In *Big Data - Open Data : Quelles valeurs ? Quels enjeux ? Actes du colloque « Document numérique et société », Rabat, 2015*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, « Information et stratégie », 2015, p. 65-83. DOI : 10.3917/dbu.chron.2015.01.0065. URL : <https://www.cairn.info/big-data-open-data-queelles-valeurs--9782807300316-page-65.htm>
- INASP & AJOL. (2017). *Guide pour encadrer les Pratiques et Normes pour la Publication dans les Revues (JPPS)*. [En ligne] <https://www.journalquality.info/en/wp-content/uploads/sites/3/2017/09/INASP-JPPS-Standards-Guide-FR-Digital.pdf>
- KANE, Khardiatou (2018). *Documentation numérique en Afrique : Evaluation de l'offre et des usages en sciences humaines à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar*, Thèse de doctorat (dir G. Chartron), Ecole doctorale Abbé Grégoire, Conservatoire national des arts et métiers, Paris, septembre 2018.
- KNORR-CETINA K. (1999). *Epistemic Cultures : How the Science Makes Knowledge*, Cambridge (UK), Harvard University Press, 1999.

LRHOUL, Hanae (2017). *La production scientifique des chercheurs de la faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca : mesures, cartographie et enjeux du libre accès*. Thèse de doctorat (dir G. Chartron), Ecole doctorale Abbé Grégoire, Conservatoire national des arts et métiers, Paris, décembre 2017, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01815122>

OST-HCERES (2018). *Rapport sur la position scientifique de la France dans le monde, 2000-2015*
http://www.obs-ost.fr/fr/indicateur/analyses_et_indicateurs_de_reference

ROSIERE, Stéphane (2003). *Géographie politique et géopolitique*. Paris, Ellipses, 2003.

VELEZ-CUARTAS, G. ; LUCIO-ARIAS, D. ; LEYDESDORFF L. (2016). Regional and global science : Publications from Latin America and the Caribbean in the SciELO Citation Index and the Web of Science. In *El Profesional de la Información*, 25(1), 35-46. DOI : 10.3145/epi.2016.ene.05

¹ SUBER Peter, Timeline of Open Access Movement,
<http://legacy.earlham.edu/~peters/fos/timeline.htm>

² Dillaerts, Hans, Bosc, Hélène. Chronologie/Historique du Libre Accès en France depuis 1999. URL : <http://open-access.infodocs.eu/chronologie-du-la-en-france/>

³ Textes de référence sur le blog de l'Inist :
<http://openaccess.inist.fr/?-Textes-de-references->

⁴ <http://www.berlin12.org/>

⁵ https://www.scienceeurope.org/wp-content/uploads/2018/09/Plan_S.pdf

⁶ source : <https://scoap3.org/faqs/>

⁷ <http://www.chorusaccess.org/resources/us-agency-public-access-plans/>

⁸ <http://esac-initiative.org/offsetting/>

⁹ Scidev.net, 27/09/18, Contrôle de qualité du libre accès, Fatima Arkin,
<https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/edition/article-de-fond/libre-acces-qu-alite.html>